

Réponses de FREE à la consultation publique
relative à la terminaison d'appel sur les réseaux
GSM métropolitains

Août 2006

1	Sur l'objectif suivi par l'ARCEP	2
2	Sur le niveau tarifaire	2
3	Sur la différentiation tarifaire maintenue et amplifiée au profit de Bouygues Telecom.....	2
4	Sur l'absence de régulation de prestations d'accès aux Points de Raccordements offerts par les réseaux GSM.....	3
5	Sur le manque de transparence et l'opacité dont bénéficie l'industrie des communications mobiles	3
6	Conclusions.....	4

1 SUR L'OBJECTIF SUIVI PAR L'ARCEP

Free souscrit pleinement aux objectifs fixés par l'ARCEP consistant à fermer l'espace économique existant, entretenu et maintenu par les opérateurs GSM, entre l'interconnexion directe et l'écoulement de trafic par des offres de détail détournées.

Free apprécie que l'ARCEP ait été attentive dans son projet de décision avec la fixation d'un niveau de terminaison d'appel soit neutre, pour les opérateurs fixes alternatifs qui écoulent à ce jour par *via* des offres de détail détournées le trafic émanant de leurs clients vers les réseaux GSM.

2 SUR LE NIVEAU TARIFAIRE

Free constate que le niveau tarifaire est compatible avec une fermeture de l'espace économique sans entraîner une augmentation de charges de production pour les opérateurs fixes alternatifs qui écoulent en 2006 à travers des « *offres de détail détournées* ».

3 SUR LE DIFFERENTIATION TARIFAIRE MAINTENUE ET AMPLIFIEE AU PROFIT DE BOUYGUES TELECOM

Free constate que le « désavantage » subi par la société Bouygues Télécom résulte du fait que les tarifs d'interconnexions de SFR et d'Orange France sont encore très significativement éloignés des coûts sous-jacents.

Pour remédier à cette situation, l'ARCEP maintient au profit de la société Bouygues Télécom un écart tarifaire d'un montant de 1,74 c€ HT / min.

L'écart tarifaire retenu par l'ARCEP, censé compenser la société Bouygues Télécom de l'hypothétique désavantage lié à une entrée légèrement retardée par rapport aux autres opérateurs représente près de quatre fois la valeur de la terminaison d'appels sur un réseau fixe efficace de référence.

Free constate que tous les opérateurs seront amenés à supporter cet excès de charges d'interconnexion et notamment les opérateurs fixes tiers.

Le projet de décision de l'ARCEP, dans sa version soumise à consultation, consistera donc à transférer de la valeur des réseaux fixes - et de leurs clients - vers la société Bouygues Télécom. Free évalue à environ 2 000 000 € annuel la « compensation » qu'elle versera à la société Bouygues Télécom durant l'année 2007 du fait de l'écart tarifaire fixé par l'ARCEP. La raison sociale de Free n'étant pas celle d'une association caritative destinée à « compenser » la société Bouygues Télécom, l'écart tarifaire maintenu par l'ARCEP sera intégralement supporté par les clients finals¹.

Free constate que les opérateurs fixes tiers en général et Free en particulier ne sont pas à l'origine du « désavantage » de la société Bouygues Télécom.

¹ Au départ du réseau de Free comme celui de tous les réseaux fixes, le tarif de détail des communications vers le réseau de Bouygues Télécom est plus élevé que celui des communications vers les réseaux de SFR et Orange.

Free considère donc comme injustifié et disproportionné de faire supporter aux opérateurs fixes l'hypothétique désavantage que subirait la société Bouygues Télécom du fait d'une entrée légèrement plus tardive sur le marché et de tarifs d'interconnexion des sociétés Orange et SFR éloignés des coûts.

Free souhaite donc que l'ARCEP modifie son projet de décision dans le sens de ne faire supporter qu'à SFR et Orange France le supposé « désavantage » que subirait la société Bouygues Télécom. Exprimé autrement, Free considère que le tarif de terminaison des trois opérateurs mobiles pour les communications écoulees depuis les opérateurs fixes doit être de 7,5 c€ HT / min..

4 SUR L'ABSENCE DE REGULATION DE PRESTATIONS D'ACCES AUX POINTS DE RACCORDEMENTS OFFERTS PAR LES RESEAUX GSM

Free constate que seul le tarif IZA fait l'objet d'un encadrement tarifaire.

Les deux opérateurs mobiles les plus importants (SFR et Orange) ont organisé leur offre d'interconnexion en multipliant de manière déraisonnable le nombre de PR. A titre d'exemple, la société [Secret des Affaires] offre des PR dans des endroits inaccessibles qu'un opérateur tiers ne saurait atteindre sans dépenser des sommes importantes en génie civil ([Secret des Affaires] etc.). La société [Secret des Affaires], filiale de France Télécom, offre à l'interconnexion des sites qui ne sont pas des sites fonctionnels du réseau de France Télécom sur lesquels les opérateurs tiers alternatifs sont présents au titre d'offre de gros (interconnexion, dégroupage, DSL Collecte AM, etc.).

Cette multiplication de PR constitue donc pour des opérateurs tiers alternatifs une immense barrière à l'entrée. En effet, ceux-ci ne sont pas en mesure de construire dans la pratique et rapidement des raccordements sur chacun des PR.

Les opérateurs alternatifs tiers sont donc amenés à utiliser une offre de transit (France Télécom ou neuf cegetel).

On constate donc en France deux catégories d'opérateurs fixes :

- celui qui a construit des raccordements sur tous les PR des opérateurs GSM : il s'agit de France Télécom ;
- ceux qui n'ont pas construits de raccordements sur tous les PR des opérateurs GSM compte tenu des coûts engloutis et de l'absence de visibilité sur la pérennité de ces PR : il s'agit d'opérateurs fixes tiers

[Secret des Affaires]

Free souhaite que l'ARCEP évalue la pertinence et l'efficacité consistant à offrir 18 PR aux demandeurs d'interconnexion.

Puisque les tarifs de terminaison d'appels sont encore très éloignés des coûts, Free considèrerait comme justifié que le tarif de terminaison comprenne également une prestation de transit de telle manière qu'un opérateur alternatif puisse écouler à partir d'un nombre limité de PR au tarif IZA.

5 SUR LE MANQUE DE TRANSPARENCE ET L'OPACITE DONT BENEFICIE L'INDUSTRIE DES COMMUNICATIONS MOBILES

Free regrette le manque de transparence sur la structure des coûts d'un opérateur mobile. Ce manque de transparence tranche singulièrement avec la situation prévalant sur les réseaux fixes dont l'industrie a pu modéliser ou

reconstituer non seulement les coûts d'un réseau d'accès cuivre mais également ceux d'un réseau de collecte ou encore la fourniture d'accès hauts débits.

A cet égard, Free renvoie aux travaux du groupe Bureau, aux décisions appropriées prises par l'ARCEP relative à la méthode de valorisation de la paire de cuivre, et à tous les travaux auxquels les opérateurs fixes participent.

Free souhaite que des travaux multilatéraux soient organisés visant à modéliser les « grandes masses » d'un réseau mobile.

6 SUR LA MESSAGERIE VOCALE

Free considère que l'interrogation de la messagerie vocale est une prestation d'accès et de départ d'appels et, à ce titre, ses coûts ne sauraient être retenus comme pertinents pour la terminaison d'appels vocaux.

A cet égard, Free signale que de très nombreux opérateurs GSM dans les pays étrangers facturent à leurs abonnés l'interrogation de la messagerie vocale.

7 CONCLUSIONS

Free souhaite que l'ARCEP modifie significativement son projet de décision avant transmission à la Commission européenne dans le sens de ne pas faire porter aux opérateurs fixes et à leurs clients la supposée « inefficacité » dont serait victime la société Bouygues Télécom.